# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

**(**R.A.A)

**ARRETES DE LA PRESIDENTE**

**DU MOIS DE JUILLET 2018**

**N°25**

**Publié le 6 août 2018**

# SOMMAIRE


## DIRECTION GENERALE DES SERVICES

### Direction des Ressources Humaines

Arrêté n° 18-14 donnant délégation à M. Philippe Rouleau, 9ème Vice-Président, Intérim Présidence du Conseil départemental ..... 1
Arrêté n° 18-15 donnant délégation de fonctions à M. Gérard Seimbille, 5ème Vice-Président, intérim Présidence du Conseil départemental ..... 3
Arrêté n° 18-16 donnant délégation de fonctions à Mme Isabelle Rusin, Conseillère départementale en charge de la présidence de la CAO, intérim Présidence du Conseil départemental ..... 5
Arrêté n° 18-17 donnant délégation de fonctions à M. Gérard Seimbille, 5ème Vice-Président, intérim Présidence du Conseil départemental ..... 7
Arrêté n°18-18 donnant délégation de fonctions à M. Daniel Desse, 7ème Vice-Président, intérim Présidence du Conseil départemental ..... 9

## DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE L'ADMINISTRATION

### Direction de la Gestion Patrimoniale

Arrêté fixant la composition du jury de concours de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération de construction d'une demi-pension et à la restructuration partielle des locaux du Collège Philippe Auguste à Gonesse ..... 10

Arrêté de désignation des maîtres d'œuvre admis à concourir dans le cadre de la construction d'une demi-pension et à la restructuration partielle des locaux au Collège Philippe Auguste à Gonesse ..... 11

Arrêté fixant la composition de la Commission Technique pour la construction de la Maison départementale de l'Enfance à Cergy ..... 13

## DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE LA SOLIDARITE

### Direction de l'Offre Médico-Sociale

- Secteur Personnes Âgées

Arrêté n° 2018-133 portant transfert de l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile géré par la SAS APMR à Beaumont-sur-Oise au profit de la SAS Amelis Domicile Services située à Paris ..... 15

Prix de journée :
2018-147 EHPAD et accueil de jour Centre Hospitalier de Gonesse ..... 19
2018-152 USLD Centre Hospitalier Simone Veil à Eaubonne ..... 21
2048-153 accueil de jour EHPAD Tiers Temps le Plessis-Bouchard ..... 23
2018-154 USLD Centre Hospitalier de Gonesse ..... 25
2018-155 USLD Centre Hospitalier Victor Dupouy d'Argenteuil ..... 27
2018-164 USLD Groupe Hospitalier Carnelles Portes de l'Oise ..... 29

- Secteur Enfance

Arrêté n°2018-021 Dotation globale Foyer "Le Galil ée" à Cergy Saint-Christophe.....31

- Secteur Personnes Handicapées et accueil familial

Dotation globale de fonctionnement :
2018-012 MAPHA La Saulaie à Jouy-le-Moutier.....35
2018-013 Foyers l'Olivaie à Jouy-le-Moutier.....39
2018-14 FAM La Montagne à Cormeilles-en-Parisis .....43
2018-15 FV Le Grand Cercle à Montigny-lès-Cormeilles.....47
2018-16 SAVS La Montagne à Franconville .....51
2018-17 SAVS "Vivre Parmi les Autres" à Pontoise .....55
2018-21 Foyer Casimir Caron à Deuil-la-Barre.....59
2018-22 FHE Deuil-la-Barre .....63
2018-23 SAVS Soisy-sous-Montmorency.....67

val d'oise
le département

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
16 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
AFFICHE LE
16 JUIL. 2018

**ARRETE N° 18-14 DONNANT DELEGATION DE FONCTIONS**
**A M. Philippe ROULEAU**
**9ème Vice-Président**
**INTERIM Présidence du Conseil Départemental**

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 fixant la composition de la Commission permanente ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Délégation générale est donnée à M. Philippe ROULEAU, 9ème Vice-Président, du 26 juillet au 10 août 2018 inclus étant donné les absences de :

- Mme Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental ;
- M. Luc STREHAIANO, Vice-Président Délégué ;
- M. Philippe SUEUR, 1er Vice-Président ;
- Mme Michèle BERTHY, 2ème Vice-Présidente ;
- M. Philippe METEZEAU, 3ème Vice-Président ;
- Mme Marie-Evelyne CHRISTIN, 4ème Vice-Présidente ;
- M. Gérard SEIMBILLE, 5ème Vice-Président ;
- Mme Muriel SCOLAN, 6ème Vice-Présidente ;
- M. Daniel DESSE, 7ème Vice-Président ;
- Mme Emilie IVANDEKICS, 8ème Vice-Présidente.

**ARTICLE 2** : M. Philippe ROULEAU fait appel, pour exercer ses attributions, à la Direction Générale des Services et tient régulièrement informé la Présidente du Conseil départemental des activités qu'il exerce dans le cadre de cette délégation.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 13 JUIL. 2018

**Mme Marie-Christine CAVECCHI**
**Présidente du Conseil départemental**

Conseil départemental du Val d'Oise
Direction des Affaires Juridiques
2 avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 Cergy-Pontoise cedex

tél 01 34 25 31 59
fax 01 34 25 37 57
www.valdoise.fr

val d'oise
le département

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
26 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
AFFICHE LE
26 JUIL. 2018

**ARRETE N° 18-15 DONNANT DELEGATION DE FONCTIONS**
**A M. Gérard SEIMBILLE**
**5ème Vice-Président**
**INTERIM Présidence du Conseil Départemental**

D.G.A.A.
Direction de l'Achat Public et des Ressources
26 JUIL. 2018
Courrier arrivé le

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 fixant la composition de la Commission permanente ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Délégation générale est donnée à M. Gérard SEIMBILLE, 5ème Vice-Président, du 14 au 19 août 2018 inclus étant donné les absences de :

- Mme Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental ;
- M. Luc STREHAIANO, Vice-Président Délégué ;
- M. Philippe SUEUR, 1er Vice-Président ;
- Mme Michèle BERTHY, 2ème Vice-Présidente ;
- M. Philippe METEZEAU, 3ème Vice-Président ;
- Mme Marie-Evelyne CHRISTIN, 4ème Vice-Présidente.

**ARTICLE 2** : M. Gérard SEIMBILLE fait appel, pour exercer ses attributions, à la Direction Générale des Services et tient régulièrement informé la Présidente du Conseil départemental des activités qu'il exerce dans le cadre de cette délégation.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 25 juillet 2018

**Mme Marie-Christine CAVECCHI**
**Présidente du Conseil départemental**

Conseil départemental du Val d'Oise
Direction des Affaires Juridiques
2, avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 Cergy-Pontoise cedex

tél 01 34 25 31 59
fax 01 34 25 37 57
www.valdoise.fr

val d'oise
le département

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
26 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
AFFICHE LE
26 JUIL. 2018

**ARRETE N° 18-16 DONNANT DELEGATION DE FONCTIONS**
**A Mme Isabelle RUSIN**
**Conseillère départementale en charge de la présidente de la CAO**
**INTERIM Présidence du Conseil Départemental**

D.G.A.A.
Direction de l'Achat Public
et des Ressources
26 JUIL. 2018
Courrier arrivé le

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 fixant la composition de la Commission permanente ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Délégation générale est donnée à Mme Isabelle RUSIN, conseillère départementale en charge de la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, du 11 au 13 août 2018 inclus étant donné les absences de :

- Mme Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental ;
- M. Luc STREHAIANO, Vice-Président Délégué ;
- M. Philippe SUEUR, 1er Vice-Président ;
- Mme Michèle BERTHY, 2ème Vice-Présidente ;
- M. Philippe METEZEAU, 3ème Vice-Président ;
- Mme Marie-Evelyne CHRISTIN, 4ème Vice-Présidente ;
- M. Gérard SEIMBILLE, 5ème Vice-Président ;
- Mme Muriel SCOLAN, 6ème Vice-Présidente ;
- M. Daniel DESSE, 7ème Vice-Président ;
- Mme Emilie IVANDEKICS, 8ème Vice-Présidente ;
- M. Philippe ROULEAU, 9ème Vice-Président ;
- Mme Véronique PELISSIER, 10ème Vice-Présidente ;
- Mme Virginie TINLAND, 11ème Vice-Présidente.

**ARTICLE 2** : Mme Isabelle RUSIN fait appel, pour exercer ses attributions, à la Direction Générale des Services et tient régulièrement informée la Présidente du Conseil départemental des activités qu'elle exerce dans le cadre de cette délégation.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 25 juillet 2018

**Mme Marie-Christine CAVECCHI**
**Présidente du Conseil départemental**

Conseil départemental du Val d'Oise
Direction des Affaires Juridiques
2, avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 Cergy-Pontoise cedex

tél 01 34 25 31 59
fax 01 34 25 37 57
www.valdoise.fr

val d'oise
le département

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
16 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

BUREAU DU COURRIER
ARRIVE LE
16 JUIL. 2018

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
AFFICHE LE
16 JUIL. 2018

**ARRETE N° 18-17 DONNANT DELEGATION DE FONCTIONS**
**A M. Gérard SEIMBILLE**
**5ème Vice-Président**
**INTERIM Présidence du Conseil Départemental**

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 fixant la composition de la Commission permanente ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Délégation générale est donnée à M. Gérard SEIMBILLE, 5ème Vice-Président, du 16 au 19 juillet 2018 inclus étant donné les absences de :

- Mme Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental ;
- M. Luc STREHAIANO, Vice-Président Délégué ;
- M. Philippe SUEUR, 1er Vice-Président ;
- Mme Michèle BERTHY, 2ème Vice-Présidente ;
- M. Philippe METEZEAU, 3ème Vice-Président ;
- Mme Marie-Evelyne CHRISTIN, 4ème Vice-Présidente.

**ARTICLE 2** : M. Gérard SEIMBILLE fait appel, pour exercer ses attributions, à la Direction Générale des Services et tient régulièrement informé la Présidente du Conseil départemental des activités qu'il exerce dans le cadre de cette délégation.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 13 JUIL. 2018

**Mme Marie-Christine CAVECCHI**
**Présidente du Conseil départemental**

Conseil départemental du Val d'Oise
Direction des Affaires Juridiques
2, avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 Cergy-Pontoise cedex
tél 01 34 25 31 59
fax 01 34 25 37 57
www.valdoise.fr

val d'oise le département

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
16 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
AFFICHE LE
16 JUIL. 2018

**ARRETE N° 18-18 DONNANT DELEGATION DE FONCTIONS**
**A M. Daniel DESSE**
**7ème Vice-Président**
**INTERIM Présidence du Conseil Départemental**

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 20 octobre 2017 fixant la composition de la Commission permanente ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Délégation générale est donnée à M. Daniel DESSE, 7ème Vice-Président, le 20 juillet étant donné les absences de :

- Mme Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental ;
- M. Luc STREHAIANO, Vice-Président Délégué ;
- M. Philippe SUEUR, 1er Vice-Président ;
- Mme Michèle BERTHY, 2ème Vice-Présidente ;
- M. Philippe METEZEAU, 3ème Vice-Président ;
- Mme Marie-Evelyne CHRISTIN, 4ème Vice-Présidente ;
- M. Gérard SEIMBILLE, 5ème Vice-Président ;
- Mme Muriel SCOLAN, 6ème Vice-Présidente.

**ARTICLE 2** : M. Daniel DESSE fait appel, pour exercer ses attributions, à la Direction Générale des Services et tient régulièrement informé la Présidente du Conseil départemental des activités qu'il exerce dans le cadre de cette délégation.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Cergy-Pontoise, le 13 JUIL. 2018

**Mme Marie-Christine CAVECCHI**
**Présidente du Conseil départemental**

Conseil départemental du Val d'Oise
Direction des Affaires Juridiques
2, avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 Cergy-Pontoise cedex

tél 01 34 25 31 59
fax 01 34 25 37 57
www.valdoise.fr

**ARRETE FIXANT LA COMPOSITION DU JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF A L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UNE DEMI-PENSION ET A LA RESTRUCTURATION PARTIELLE DES LOCAUX DU COLLEGE PHILIPPE AUGUSTE A GONESSE**

**La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise**

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
VU la délibération n° 2-16 du 23 février 2018 du Conseil Départemental décidant du lancement de l'opération,
VU la délibération n°0-07 du Conseil Départemental du 25 octobre 2017 désignant les membres siégeant à la Commission d'Appel d'Offres,

## ARRETE

PREFECTURE DU VAL D'OISE arrivée le 19 JUIN 2018 CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

**Article 1 - Président du jury :**

Monsieur STREHAIANO, Vice-président du Conseil départemental, assurera la présidence du jury.

**Article 2 – Membres élus de la Commission d'Appel d'Offres désignés membres du jury conformément à l'article 89-III du décret relatif aux marchés publics :**

| Membres titulaires : | Membres suppléants : |
|---|---|
| - Madame RAFAITIN, | Madame VILLALARD, |
| - Madame MAHENDRAN, | Madame TINLAND, |
| - Monsieur MULLER, | Monsieur BENEDIC, |
| - Monsieur DESSE, | Madame DOCTEUR. |
| - Monsieur HAQUIN. | |

**Article 3 - Personnalités compétentes dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours :**

- Monsieur SEIMBILLE, Vice-président du Conseil départemental, Président de la 2ème commission,
- Madame CHRISTIN, Vice-présidente du Conseil départemental, Présidente de la 5ème commission,
- Monsieur SABOURET, Conseiller Départemental du canton de Villiers-Le-Bel,
- Monsieur BERNARD, Représentant de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale.

**Article 4 – Personnes désignées en qualité de maîtres d'œuvre :**

- Madame MARCUS, Architecte représentant le Syndicat des architectes du Val d'Oise,
- Monsieur FAU, Architecte,
- Madame TAILLEFER, Architecte,
- Monsieur DUTREVIS, Architecte,
- Monsieur TRAVIER, Architecte.

**Article 5 : Membres à voix consultative :**

- Monsieur le Payeur départemental, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de la Protection des Populations ou son représentant.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin départemental d'informations administratives.

Fait à Cergy, le 8 JUIN 2018

Marie-Christine CAVECCHI
Présidente du Conseil départemental

La Présidente du Conseil départemental
du Val d'Oise

Marie-Christine CAVECCHI

Transmis en Préfecture
pour contrôle de légalité

val d'oise
le département

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
17 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

**ARRÊTÉ DE DÉSIGNATION DES MAÎTRES D'ŒUVRE ADMIS A CONCOURIR DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION D'UNE DEMI-PENSION ET LA RESTRUCTURATION PARTIELLE DES LOCAUX AU COLLÈGE PHILIPPE AUGUSTE À GONESSE**

La Présidente du Conseil départemental du Val d' Oise,

**VU** les articles 8, 88, 89 et 90 du décret du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
**VU** la délibération du Conseil départemental n° 2-16 du 23 février 2018 décidant du lancement de l'opération,
**VU** la proposition du jury réuni le 21 juin 2018 sous la présidence de Monsieur STREHAIANO afin d'examiner les candidatures,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Les trois candidats admis à concourir dans le cadre de la procédure de désignation du maître d'œuvre pour les travaux de construction d'une demi-pension et restructuration partielle des locaux au collège Philippe Auguste à Gonesse sont :

- VALLET DE MARTINIS, 28 bis rue de Thionville à Paris (75019),
- MARS ARCHITECTES, 171 rue Saint Maur à Paris (75011),
- IT'S, 37 rue Pierre Fontaine à Paris (75009).

**Article 2 :**

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cergy-Pontoise, le 4 juillet 2018

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

Transmis en Préfecture
Pour contrôle de légalité

Conseil départemental du Val d'Oise
2 avenue du Parc
CS 20201
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

tel. : 01 34 25 38 57
fax. : 01 34 25 76 60
www.valdoise.fr
info@valdoise.fr

val d'oise
le département

**Direction de la Gestion Patrimoniale**
Service Bâtiments - *Pôle administratif*
**Affaire suivie par :**
**Mme Amélie COGNON**
**☎ 01 34 25 38 57**
**01 34 25 76 60**

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
19 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

**ARRETE FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION TECHNIQUE POUR LA CONSTRUCTION DE LA MAISON DEPARTEMENTALE DE L'ENFANCE A CERGY**

La Présidente du Conseil Départemental du Val d'Oise,

**VU** la délibération du Conseil Départemental n° 2-17 du 23 février 2018 décidant du lancement de l'opération,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La commission technique chargée d'assister le jury pour le concours de maîtrise d'œuvre organisé en vue de la construction de la Maison Départementale de l'Enfance à Cergy est composée de la manière suivante :

- la Directrice de la Gestion Patrimoniale, ou son représentant,
- le Directeur de l'Enfance, de la Santé et de la Famille, ou son représentant,
- la Directrice de la Maison de l'Enfance, ou son représentant,
- le Directeur de l'Environnement et du Développement Durable, ou son représentant,
- la Directrice de la Mission Innovation, ou son représentant,
- le représentant de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise,
- le représentant de la commune de Cergy,
- le Chef du Service Prévention du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- le représentant de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Val-d'Oise,
- le contrôleur technique chargé de l'opération,
- le coordinateur sécurité et protection de la santé chargé de l'opération,
- l'économiste chargé de l'opération,
- le programmiste chargé de l'opération,
- le chef du Service Bâtiments, ou son représentant,

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cergy, le 5 juillet 2018

Marie-Christine CAVECCHI
Présidente du Conseil Départemental

val d'oise
le département

La Présidente

ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE - 3 JUIL. 2018

**ARRETE N°2018-133**
**portant transfert de l'autorisation du service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) géré par la SAS APMR située à BEAUMONT SUR OISE au profit de la SAS AMELIS DOMICILE SERVICES située à PARIS**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 312-1 et suivants ;

**VU** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et notamment ses articles 46 à 48 ;

**VU** le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles ;

**VU** le décret n°2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumise à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°AD.2012-66 du 10/09/2012 portant renouvellement d'agrément du SAAD APMR géré par la SAS APMR ;

**VU** le traité de fusion-absorption signé le 5/04/2018 entre la SAS APMR située à BEAUMONT-SUR-OISE et AMELIS DOMICILE SERVICES située à PARIS ;

**VU** le dossier déposé le 15/05/2018 par la SAS APMR et la SAS AMELIS DOMICILE SERVICES, demandant le transfert de l'autorisation du SAAD APMR au profit de la SAS AMELIS DOMICILE SERVICES ;

**CONSIDERANT** que toute cession d'autorisation d'un établissement ou service médico-social visé par l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles doit faire l'objet d'un accord de l'autorité compétente, en vertu des dispositions de l'article L.313-1 du même code ;

**CONSIDERANT** qu'il convient que l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation, vérifie que la structure gestionnaire à laquelle est envisagée le transfert de l'autorisation présente des garanties morales, techniques et financières permettant de garantir la continuité de prise en charge des personnes accompagnées par le service ;

**CONSIDERANT** que le dossier fournit est conforme aux exigences des dispositions du code de l'action sociale et des familles et du cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

**SUR** la proposition de la Direction de l'offre médico-sociale ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, précédemment délivrée à la SAS APMR pour la gestion du service d'aide et d'accompagnement à

domicile APMR situé 17 place Guy Moquet à BEAUMONT SUR OISE est transférée à la SAS AMELIS DOMICILE SERVICES située 5 rue Jules Lefebvre à PARIS à compter du 30/06/2018.

ARTICLE 2 : La dénomination sociale du service est AMELIS DOMICILE SERVICES à compter du 30/06/2018.

ARTICLE 3 : En application de l'article L.313-1-2 du code de l'action sociale et des familles, le service d'aide et d'accompagnement à domicile AMELIS DOMICILE SERVICES est autorisé spécifiquement pour intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie et de la prestation de compensation du handicap, pour les prestations suivantes :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées et aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques qui ont besoin de telles prestations à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux à moins qu'ils ne soient exécutés dans les conditions prévues à l'article L 1111-6-1 du code de la santé publique et du décret n° 99-426 du 27 mai 1999 habilitant certaines catégories de personnes à effectuer des aspirations endo-trachéales;

- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;

- accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante).

Le SAAD AMELIS DOMICILE SERVICES situé à 17 place Guy Moquet à BEAUMONT-SUR-OISE a l'obligation de répondre aux demandes d'intervention de tous les bénéficiaires résidant sur la zone d'intervention.

ARTICLE 4 : Ces activités s'exerceront sur toutes les communes du Val d'Oise à l'exception des communes ci-dessous :

Aincourt, Ambleville, Amenucourt, Arthies, Banthelu, Bray-et-Lû, Buhy, Charmont, Chaussy, Chérence, Genainville, Haute-Isle, Hodent, La Chapelle en Vexin, La Roche-Guyon, Magny-en-Vexin, Maudétour en Vexin, Montreuil Sur Epte, Omerville, Saint-Clair-sur-Epte, Saint-Cyr-en-Arthies, Saint Gervais, Vétheuil, Vienne-en-Arthies, Villers-en-Arthies, Wy-Dit-Joli-Village, Ableiges, Avernes, Berville, Boissy l'Aillerie, Bréançon, Brignancourt, Chars, Cléry-en-Vexin, Commeny, Condécourt, Cormeilles-en-Vexin, Courcelles-sur-Viosne, Frémainville, Frémécourt, Gouzangrez, Grisy-les-Plâtres, Guiry-en-Vexin, Haravilliers, Le Bellay-en-Vexin, Le Heaulme, Le Perchay, Longuesse, Marines, Montgeroult, Moussy, Neuilly en Vexin, Nucourt, Sagy, Santeuil, Seraincourt, Théméricourt, Theuville, Us, Vigny.

ARTICLE 5 : Le service est répertorié dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N°FINESS du service : 95 003 382 9
CATEGORIE : 460 service d'aide aux personnes âgées
N°FINESS de l'organisme gestionnaire : A déterminer

ARTICLE 6 : Le service d'aide et d'accompagnement à domicile géré AMELIS DOMICILE SERVICES est soumis au respect du code de l'action sociale et des familles et du cahier des charges national régi par le décret n°2016-502 du 22 avril 2016. L'autorisation pourra être retirée en cas de non-respect du cahier des charges national.

ARTICLE 6 : Cette autorisation ne vaut pas habilitation au titre de l'aide sociale.

ARTICLE 7 : L'autorisation est transférée pour la durée restant à courir de l'arrêté AD.2012-66, soit jusqu'au 10/09/2027. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à

l'article L312-8 du code de l'action sociale. L'autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf si, au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe, enjoint au service de présenter dans un délai de six mois une demande de renouvellement.

ARTICLE 8 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

ARTICLE 9 : Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, publié aux recueils des actes administratifs du Département du Val d'Oise.

Pour Ampliation

Emilie MARTIN
Contrôleur

Fait à Cergy, le 29 JUIN 2018

La Présidente du Conseil départemental

Marie-Christine CAVECCHI

POUR LE REPRÉSENTANT DE L'ETAT
LE - 3 JUIL. 2018

val d'oise le département

ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 30 JUIL. 2018

LA PRESIDENTE

# ARRETE n°2018-147
# FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT 2018
# DE L'EHPAD ET DE L'ACCUEIL DE JOUR DU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE - GONESSE

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2018, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'EHPAD du Centre Hospitalier de Gonesse et de son accueil de jour, situé au 25 rue Pierre de Theilley – 95 500 GONESSE, géré par le Conseil de surveillance, sont autorisées comme suit :

| BP 2018 RETENU - SECTION HEBERGEMENT | |
|---|---|
| Charges **GROUPE I** afférentes à l'exploitation courante | 183 300 € |
| Charges **GROUPE II** afférentes au personnel | 537 941 € |
| Charges **GROUPE III** afférentes à la structure | 999 206 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **1 720 447 €** |
| Total recettes en atténuation | 36 003 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **1 684 444 €** |
| Reprise de résultat N -2 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **1 684 444 €** |

**ARTICLE 2** : Les tarifs d'hébergement applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant, à l'EHPAD ou l'Accueil de jour du Centre Hospitalier de Gonesse, sont fixés à :

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans .....61,54 €
Tarif journalier hébergement moins de 60 ans.....77,49 €
Tarif journalier accueil de jour ..... 28,84 €

**Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1er août 2018.**

**ARTICLE 3** : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2019, les tarifs de l'année 2018 en année pleine, sont applicables à compter du 1er janvier 2019, comme suit :

Tarif journalier hébergement plus de 60 ans ..... 61,52 €
Tarif journalier hébergement moins de 60 ans.....77,49 €
Tarif journalier accueil de jour ..... 28,26 €

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 30 JUIL. 2018

**Sandrine BERTIN-RAVONNEAUX**
**Contrôleur Tarificateur**

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

**Pour Ampliation**

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
30 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT
LE 30 JUIL. 2018

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE

ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 30 JUIL. 2018

# ARRETE n°2018-152
# FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2018
# DE L'USLD DU CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL - EAUBONNE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2018, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses de l'USLD du Centre Hospitalier Simone Veil, situé 14 rue de St Prix à EAUBONNE, géré par le Conseil De Surveillance du Groupement Hospitalier Eaubonne-Montmorency, sont autorisées comme suit :

| BP 2018 RETENU - SECTION HEGERGEMENT | |
|---|---|
| Charges **GROUPE I** afférentes à l'exploitation courante | 1 002 422 € |
| Charges **GROUPE II** afférentes au personnel | 815 727 € |
| Charges **GROUPE III** afférentes à la structure | 447 848 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **2 265 997 €** |
| Total recettes en atténuation | 34 346 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **2 231 650 €** |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **2 231 650 €** |

| BP 2018 RETENU - SECTION DEPENDANCE | |
|---|---|
| Charges **GROUPE I** afférentes à l'exploitation courante | 128 523 € |
| Charges **GROUPE II** afférentes au personnel | 859 645 € |
| Charges **GROUPE III** afférentes à la structure | 0 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **988 168 €** |
| Total recettes en atténuation | 0 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **988 168 €** |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **988 168 €** |

**ARTICLE 2 :** Les tarifs applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'USLD du Centre Hospitalier Simone Veil est fixé à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : .....**64,47 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : .....**95,11 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : .....**28,98 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : .....**18,38 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **7,81 €**

**Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1er août 2018.**

**ARTICLE 3** : La dotation budgétaire globale relative au budget dépendance est fixée à **647 917 €** et sera versée à l'établissement par 12ème le 20 de chaque mois.

**ARTICLE 4** : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2019, les tarifs de l'année 2018 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1er janvier 2019, comme suit :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : .....**63,73 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : .....**92,90 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : .....**28,74 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : .....**18,24 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **7,74 €**

**ARTICLE 5** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 30 JUIL. 2018

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
30 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

ACTE TRANSMIS
REPRESENTANT DE
LE 30 JUIL. 2018

Pour Ampliation
Hervé LOUIS
Contrôleur

val d'oise
le département

ACTE TRANSMIS AU
REPRESENTANT DE L'ETAT

LA PRESIDENTE

LE 30 JUIL. 2018

# ARRETE n°2018-153
# FIXANT LES TARIFS DEPENDANCE 2018
# DE L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EHPAD TIERS TEMPS – LE PLESSIS BOUCHARD

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2018, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Tiers temps", situé 3 rue Gabriel Péri – 95130 LE PLESSIS BOUCHARD, sont autorisées comme suit :

| BP 2018 RETENU - SECTION DEPENDANCE | |
|---|---|
| Charges **GROUPE I** afférentes à l'exploitation courante | 0 € |
| Charges **GROUPE II** afférentes au personnel | 48 475 € |
| Charges **GROUPE III** afférentes à la structure | 0 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **48 475 €** |
| Total recettes en atténuation | 0 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **48 475 €** |
| Reprise de résultat 2016 (déficit) | € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **48 475 €** |

**ARTICLE 2** : Les tarifs de l'Accueil de jour de l'EHPAD "Tiers temps", sont fixés à :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 : .....**24,76 €**
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 : .....**15,68 €**
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 : ..... **6,68 €**

**Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1er Aout 2018.**

**ARTICLE 3** : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2019, les tarifs de l'année 2018 en année pleine, sont applicables à compter du 1er janvier 2019, comme suit :

Tarif Dépendance TTC GIR 1 et 2 : .....**24,76 €**
Tarif Dépendance TTC GIR 3 et 4 : .....**15,68 €**
Tarif Dépendance TTC GIR 5 et 6 : ..... **6,68 €**

**ARTICLE 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Directeur Personnes Agées, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Sandrine BERTIN-RAVONNEAUX
Contrôleur Tarificateur

Pour Ampliation

Fait à Cergy, le 30 JUIL. 2018

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
30 JUIL. 2018
CONTROLE DE LEGALITE

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT
LE 30 JUIL. 2018

val d'oise le département

LA PRESIDENTE

ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT

LE 30 JUIL. 2018

# ARRETE n°2018-154
# FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2018 DE L'USLD DU CENTRE HOSPITALIER - GONESSE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2018, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité.

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Unité de Soins de Longue Durée (USLD), du Centre Hospitalier de Gonesse, située : 25 rue Pierre de Theilley - 95500 GONESSE, gérée par le Centre Hospitalier de Gonesse, sont autorisées comme suit :

| BP 2018 RETENU - SECTION HEGERGEMENT | |
|---|---|
| Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante | 229 500 € |
| Charges GROUPE II afférentes au personnel | 895 272 € |
| Charges GROUPE III afférentes à la structure | 1 398 478 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **2 523 250 €** |
| Total recettes en atténuation | 68 201 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **2 455 049 €** |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **2 455 049 €** |

| BP 2018 RETENU - SECTION DEPENDANCE | |
|---|---|
| Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante | 64 500 € |
| Charges GROUPE II afférentes au personnel | 889 000 € |
| Charges GROUPE III afférentes à la structure | 32 547 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **986 047 €** |
| Total recettes en atténuation | 26 652 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **959 395 €** |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **959 395 €** |

ARTICLE 2 : Les tarifs applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'USLD du Centre Hospitalier de Gonesse ont fixés à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : ..... **60,84 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : ..... **84,06 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : ..... **24,20 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : ..... **15,36 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **6,52 €**

**Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1er août 2018.**

ARTICLE 3 : La dotation budgétaire globale relative au budget dépendance est fixée à **577 037 €** et sera versée à l'établissement par 12ème le 20 de chaque mois.

ARTICLE 4 : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2019, les tarifs de l'année 2018 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1er janvier 2019, comme suit :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : ..... **60,64 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : ..... **84,34 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : ..... **24,36 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : ..... **15,46 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **6,56 €**

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 30 JUIL. 2018

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT
LE 30 JUIL. 2018

Sandrine BERTIN-RAVONNEAUX
Contrôleur Tarificateur

Pour Ampliation

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE

ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT
LE 27 JUIL. 2018

# ARRETE n°2018-155
# FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2018 DE L'UNITE DE SOINS DE LONGUE DUREE (USLD) DU CENTRE HOSPITALER VICTOR DUPOUY - ARGENTEUIL

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2018, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier d'Argenteuil, situé : 69 rue du Lieutenant-Colonel Prud'hon - 95107 ARGENTEUIL, géré par le Centre Hospitalier "Victor Dupouy", sont autorisées comme suit :

| BP 2018 RETENU - SECTION HEGERGEMENT | |
|---|---|
| Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante | 912 855 € |
| Charges GROUPE II afférentes au personnel | 561 265 € |
| Charges GROUPE III afférentes à la structure | 461 592 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **1 935 713 €** |
| Total recettes en atténuation | 21 418 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **1 914 294 €** |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **1 914 294 €** |

| BP 2018 RETENU - SECTION DEPENDANCE | |
|---|---|
| Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante | 87 677 € |
| Charges GROUPE II afférentes au personnel | 691 103 € |
| Charges GROUPE III afférentes à la structure | 0 € |
| **TOTAL CHARGES BRUTES** | **778 780 €** |
| Total recettes en atténuation | 8 617 € |
| **TOTAL CHARGES NETTES** | **770 163 €** |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| **MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE** | **770 163 €** |

**ARTICLE 2** : Les tarifs applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'USLD du Centre Hospitalier Victor Dupouy à Argenteuil, sont fixés à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : .....**58,97 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : .....**81,81 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : .....**24,75 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : .....**15,72 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **6,65 €**

**Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1er août 2018.**

**ARTICLE 3** : La dotation budgétaire globale relative au budget dépendance est fixée à **468 502 €** et sera versée à l'établissement par 12ème le 20 de chaque mois.

**ARTICLE 4** : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2019, les tarifs de l'année 2018 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1er janvier 2019, comme suit :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : .....**58,68 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : .....**82,29 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : .....**24,94 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : .....**15,83 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **6,71 €**

**ARTICLE 5** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 27 JUIL. 2018

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT
, LE 27 JUIL. 2018
Pour Ampliation
**Hervé LOUIS**
Contrôleur

val d'oise le département

LA PRESIDENTE

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
31 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

# ARRETE n°2018-164
# FIXANT LES TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2018
# DE L'USLD DU GROUPE HOSPITALIER CARNELLES PORTES DE L'OISE

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment, l'article L. 313-12-2, les articles L.314-1 et suivants, R.314-1 et suivants, et R.314-210 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU le rapport d'orientation budgétaire pour 2018, des établissements sociaux et médico-sociaux, adopté par la délibération du Conseil départemental n°3-01 du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté DRH n°17-32 en date du 24 octobre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Laurent SCHLERET, Directeur général adjoint chargé de la solidarité,

CONSIDERANT les propositions de prix de journée présentées par l'établissement et les pièces justificatives annexées,

SUR proposition de la Direction de l'Offre Médico-Sociale,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Unité de Soins de Longue Durée (USLD), du Groupe Hospitalier de CARNELLE, située : 2 Allée de la fontaine au roy 95270 ST MARTIN DU TERTRE, gérée par le Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCPO), situé : 25 rue Edmond Turcq 95260 BEAUMONT SUR OISE, sont autorisées comme suit :

| BP 2018 RETENU - SECTION HEGERGEMENT | |
|---|---|
| Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante | 323 140 € |
| Charges GROUPE II afférentes au personnel | 498 836 € |
| Charges GROUPE III afférentes à la structure | 177 080 € |
| TOTAL CHARGES BRUTES | 999 056 € |
| Total recettes en atténuation | 131 901 € |
| TOTAL CHARGES NETTES | 867 155 € |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE | 867 155 € |

| BP 2018 RETENU - SECTION DEPENDANCE | |
|---|---|
| Charges GROUPE I afférentes à l'exploitation courante | 50 780 € |
| Charges GROUPE II afférentes au personnel | 286 096 € |
| Charges GROUPE III afférentes à la structure | 890 € |
| TOTAL CHARGES BRUTES | 337 766 € |
| Total recettes en atténuation | 41 793 € |
| TOTAL CHARGES NETTES | 295 974 € |
| Reprise de résultat 2016 | 0 € |
| MASSE BUDGÉTAIRE GLOBALE | 295 974 € |

**ARTICLE 2** : Les tarifs applicables aux pensionnaires admis au titre de l'aide sociale ou à titre payant à l'USLD du Centre Hospitalier de Gonesse ont fixés à :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : ..... **67,08 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : ..... **89,97 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : ..... **24,29 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : ..... **15,42 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **6,54 €**

**Tous ces tarifs sont applicables à compter du 1er août 2018.**

**ARTICLE 3** : La dotation budgétaire globale relative au budget dépendance est fixée à **173 854 €** et sera versée à l'établissement par 12ème le 20 de chaque mois.

**ARTICLE 4** : Dans l'attente de l'arrêté de tarification pour l'exercice 2019, les tarifs de l'année 2018 en année pleine, sont applicables aux pensionnaires à compter du 1er janvier 2019, comme suit :

Tarif journalier hébergement pour les plus de 60 ans : ..... **67,08 €**
Tarif journalier hébergement pour les moins de 60 ans : ..... **89,97 €**

Tarif Dépendance GIR 1 et 2 : ..... **24,34 €**
Tarif Dépendance GIR 3 et 4 : ..... **15,45 €**
Tarif Dépendance GIR 5 et 6 : ..... **6,55 €**

**ARTICLE 5** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58, 62 rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité, le Directeur Personnes Agées, le Directeur de l'Offre Médico-Sociale, le Payeur départemental du Val d'Oise, le Directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs du Département et affiché dans l'établissement.

Fait à Cergy, le 31 JUIL. 2018

P/ la Présidente du Conseil départemental et par délégation

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
31 JUIL. 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Laurent SCHLERET,
Directeur général adjoint chargé de la solidarité

val d'oise le département

**Direction générale adjointe**
**chargée de la solidarité**

**LA PRESIDENTE**
**DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**
**du Val d'Oise**

Direction de l'offre médico-sociale – Secteur enfance

**Arrêté n° 2018-021 DOMS SE**

VU le code civil concernant l'assistance éducative et notamment les articles 375 à 375-9 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU l'arrêté N° 17-29 du 19 septembre 2017 donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint chargée de la solidarité ;

VU la délibération N° 3-01 du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 19 janvier 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses d'aide sociale ;

VU le courrier transmis le 30/10/2017 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le service Hevea - LE GALILEE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2018 ;

VU le rapport portant proposition de l'autorité de tarification ;

En l'absence d'observations de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

## ARRETE

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure d'hébergement :

**Hevea - LE GALILEE** 43 rue de l'Aven 95800 CERGY, géré par **l'Association : Habiter Et Vivre Ensemble Autrement** dont le siège social est situé 31, rue de Maurecourt 95280 JOUY LE MOUTIER,

sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Totaux en Euros |
|---|---|---|---|
| **Dépenses** | Groupe I :<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 203 500 € | 971 582 € |
| | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel | 498 640 € | |
| | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure | 269 442 € | |
| **Recettes** | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation | 500 € | 500 € |
| | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0 € | |

En application de l'article R 314-37 du CASF, le budget exécutoire devra être transmis aux autorités de tarification.

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2018, la tarification des prestations de la structure d'hébergement Hevea - LE GALILEE à CERGY, est fixée comme suit à compter du 01/04/2018 :

| | |
|---|---|
| **Prix de journée applicable au 01/04/2018 (R 314-35 du CASF)** | **133,73 €** |

**Article 3 :** Le département versera par douzième mensuel une dotation globalisée de 850 385 € (huit cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-cinq euros).

**Article 4 :** L'association devra produire mensuellement un état nominatif des jeunes dont la prise en charge est financée par le Département. Il sera procédé à une régularisation des versements sur l'exercice suivant au regard de l'activité réalisée pour le Département.

**Article 5 :** Dans l'attente du nouvel arrêté déterminant la tarification, le département du Val d'Oise versera des acomptes mensuels égaux au douzième de l'exercice antérieur.

**Article 6 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 58/62 rue de Mouzaïa – 75935 Paris Cedex 19 (pièce 6C5), dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 7 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 8 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Val d'Oise.

**Article 9 :** Le directeur général des services du département, la directrice de l'offre médico-sociale, le payeur départemental du Val d'Oise, le président de l'association gérant l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy- Pontoise, le 01 JUIL. 2018

**Pour le Président et par délégation**

**Laurent SCHLERET**
**Directeur Général Adjoint chargé de la solidarité**

Pour Ampliation et par Délégation

Monique VASSEUR
DOMS Secteur enfance

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 012

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**En l'absence d'observations** de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « MAPHA LA SAULAIE » situé : 30 ruelle des plantes 95280 JOUY LE MOUTIER, géré par « Habiter Et Vivre Ensemble Autrement », domicilié 31 rue de Maurecourt 95280 JOUY LE MOUTIER, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 349 799 € |
| Dépenses du groupe II | 966 197 € |
| Dépenses du groupe III | 453 102 € |
| **Total des charges brutes** | **1 769 098 €** |
| Produits du groupe II | 70 000 € |
| Produits du groupe III | 0 € |
| **Total des charges nettes** | **1 699 098 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **1 699 098€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen **(allocations logements déduites)** au **1er janvier 2018** est fixé à :

- Hébergement Complet 193,30 €

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

12 usager(s) Hébergement complet X 365 jours X 86,01% X 193,30€ = 728 207,11 €

728 207,11 €

Le PJG s'élève donc à 1 699 098,00 € - 728 207,11 € soit, 970 890,89 €

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 79 224,57 € |
| - au 20/02/2018 | 79 224,57 € |
| - au 20/03/2018 | 79 224,57 € |
| - au 20/04/2018 | 79 224,57 € |
| - au 20/05/2018 | 79 224,57 € |
| - au 20/06/2018 | 79 224,57 € |
| Total | 475 347,42 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017 :
**970 890,89€ – 475 347,42€ = 495 543,47€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **495 543,47€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/07/2018 | 91 005,62 € |
| - au 20/08/2018 | 80 907,57 € |
| - au 20/09/2018 | 80 907,57 € |
| - au 20/10/2018 | 80 907,57 € |
| - au 20/11/2018 | 80 907,57 € |
| - au 20/12/2018 | 80 907,57 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :
Le versement par douzième de 970 890,89€ soit 80 907,57€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** au **01/07/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- Hébergement Complet 197,26 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

- Hébergement Complet 193,30 €

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 29 JUIN 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 013

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**En l'absence d'observations** de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « FOYERS L'OLIVAIE » situé : 30 RUELLE DES PLANTES 95280 JOUY LE MOUTIER, géré par « Habiter Et Vivre Ensemble Autrement », domicilié 31 rue de Maurecourt 95280 JOUY LE MOUTIER, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 744 450 € |
| Dépenses du groupe II | 1 951 988 € |
| Dépenses du groupe III | 932 334 € |
| **Total des charges brutes** | **3 628 772 €** |
| Produits du groupe II | 110 520 € |
| Produits du groupe III | 88 352 € |
| **Total des charges nettes** | **3 429 900 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **3 429 900€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen **(allocations logements déduites)** au **1er janvier 2018** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 137,59 € |
| - Hébergement Complet | 206,37 € |
| - Hébergement complet médicalisé | 206,37 € |

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

| | |
|---|---|
| 5 usager(s) Hébergement complet X 365 jours X 85,93% X 206,37€ = | 323 634,08 € |
| 10 usager(s) Hébergement complet médicalisé X 365 jours X 94,52% X 206,37€ = | 711 972,37 € |
| 1 usager(s) accueil de jour X 250 jours X 84,60% X 137,59€ = | 29 100,29 € |
| | 1 064 706,74 € |
| Le PJG s'élève donc à 3 429 900,00 € - 1 064 706,74 € soit, | 2 365 193,26 € |

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 175 832,58 € |
| - au 20/02/2018 | 175 832,58 € |
| - au 20/03/2018 | 175 832,58 € |
| - au 20/04/2018 | 175 832,58 € |
| - au 20/05/2018 | 175 832,58 € |
| - au 20/06/2018 | 175 832,58 € |
| Total | 1 054 995,48 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017 :
**2 365 193,26€ – 1 054 995,48€ = 1 310 197,78€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **1 310 197,78€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/07/2018 | 324 700,58 € |
| - au 20/08/2018 | 197 099,44 € |
| - au 20/09/2018 | 197 099,44 € |
| - au 20/10/2018 | 197 099,44 € |
| - au 20/11/2018 | 197 099,44 € |
| - au 20/12/2018 | 197 099,44 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :
Le versement par douzième de 2 365 193,26€ soit 197 099,44€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** au **01/07/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 141,40 € |
| - Hébergement Complet | 212,09 € |
| - Hébergement complet médicalisé | 212,09 € |

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 137,59 € |
| - Hébergement Complet | 206,37 € |
| - Hébergement complet médicalisé | 206,37 € |

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8** :
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 29 JUIN 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 14

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**En l'absence d'observations** de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « FAM La Montagne » situé : Route Stratégique 95240 CORMEILLES EN PARISIS, géré par « Association HAARP (Handicap Autisme Association Réunie du Parisis) », domicilié Route Stratégique 95240 CORMEILLES EN PARISIS, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 556 410 € |
| Dépenses du groupe II | 2 423 785 € |
| Dépenses du groupe III | 1 119 338 € |
| **Total des charges brutes** | **4 099 533 €** |
| Produits du groupe II | 80 100 € |
| Produits du groupe III | 152 956 € |
| **Total des charges nettes** | **3 866 477 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **249 430 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **3 617 047€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen **(allocations logements déduites)** au **1er janvier 2018** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 157,92 € |
| - Hébergement Complet | 236,87 € |
| - Accueil de jour médicalisé | 157,92 € |
| - Hébergement complet médicalisé | 236,87 € |
| - Hébergement complet médicalisé place temporaire | 236,87 € |

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidents dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

11 usager(s) Hébergement complet X 365 jours X 95,28% X 236,87€ = 906 144,29 €

906 144,29 €

Le PJG s'élève donc à 3 617 047,00 € - 906 144,29 € soit, 2 710 902,71 €

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 244 294,05 € |
| - au 20/02/2018 | 244 294,05 € |
| - au 20/03/2018 | 244 294,05 € |
| - au 20/04/2018 | 244 294,05 € |
| - au 20/05/2018 | 244 294,05 € |
| - au 20/06/2018 | 244 294,05 € |
| Total | 1 465 764,30 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:

**2 710 902,71€ – 1 465 764,30€ = 1 245 138,41€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **1 245 138,41€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/07/2018 | 115 595,61 € |
| - au 20/08/2018 | 225 908,56 € |
| - au 20/09/2018 | 225 908,56 € |
| - au 20/10/2018 | 225 908,56 € |
| - au 20/11/2018 | 225 908,56 € |
| - au 20/12/2018 | 225 908,56 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 2 710 902,71€ soit 225 908,56€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** au **01/07/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 145,62 € |
| - Hébergement Complet | 218,16 € |
| - Accueil de jour médicalisé | 145,62 € |
| - Hébergement complet médicalisé | 218,16 € |
| - Hébergement complet médicalisé place temporaire | 218,16 € |

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 157,92 € |
| - Hébergement Complet | 236,87 € |
| - Accueil de jour médicalisé | 157,92 € |
| - Hébergement complet médicalisé | 236,87 € |
| - Hébergement complet médicalisé place temporaire | 236,87 € |

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 29 JUIN 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
29 JUIN 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 15

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**En l'absence d'observations** de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « FV Le Grand Cèdre » situé : 14 Rue de Verdun 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES, géré par « Association HAARP (Handicap Autisme Association Réunie du Parisis) », domicilié Route Stratégique 95240 CORMEILLES EN PARISIS, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 450 400 € |
| Dépenses du groupe II | 3 131 356 € |
| Dépenses du groupe III | 609 301 € |
| **Total des charges brutes** | **4 191 057 €** |
| Produits du groupe II | 117 000 € |
| Produits du groupe III | 7 700 € |
| **Total des charges nettes** | **4 066 357 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **4 066 357€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen **(allocations logements déduites)** au **1er janvier 2018** est fixé à :

- Accueil de jour 155,39 €
- Hébergement Complet 233,08 €
- Hébergement simple 155,39 €

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

| | |
|---|---|
| 2 usager(s) Hébergement complet X 365 jours X 86,48% X 233,08€ = | 147 144,34 € |
| 5 usager(s) Hébergement simple X 365 jours X 83,87% X 155,39€ = | 237 844,21 € |
| 1 usager(s) accueil de jour X 225 jours X 93,13% X 155,39€ = | 32 560,81 € |
| | 417 549,36 € |
| Le PJG s'élève donc à 4 066 357,00 € - 417 549,36 € soit, | 3 648 807,64 € |

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 303 449,65 € |
| - au 20/02/2018 | 303 449,65 € |
| - au 20/03/2018 | 303 449,65 € |
| - au 20/04/2018 | 303 449,65 € |
| - au 20/05/2018 | 303 449,65 € |
| - au 20/06/2018 | 303 449,65 € |
| Total | 1 820 697,90 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:

**3 648 807,64€ – 1 820 697,90€ = 1 828 109,74€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **1 828 109,74€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/07/2018 | 307 773,24 € |
| - au 20/08/2018 | 304 067,30 € |
| - au 20/09/2018 | 304 067,30 € |
| - au 20/10/2018 | 304 067,30 € |
| - au 20/11/2018 | 304 067,30 € |
| - au 20/12/2018 | 304 067,30 € |

**ARTICLE 5** :
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 3 648 807,64€ soit 304 067,30€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** au **01/07/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 154,26 € |
| - Hébergement Complet | 231,72 € |
| - Hébergement simple | 154,49 € |

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Accueil de jour | 155,39 € |
| - Hébergement Complet | 233,08 € |
| - Hébergement simple | 155,39 € |

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 29 JUIN 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

PREFECTURE DU VAL D'OISE
arrivée le
29 JUIN 2018
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 16

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**En l'absence d'observations** de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « SAVS La Montagne » situé : 10 Rue de Paris 95130 FRANCONVILLE, géré par « Association HAARP (Handicap Autisme Association Réunie du Parisis) », domicilié Route Stratégique 95240 CORMEILLES EN PARISIS, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 56 400 € |
| Dépenses du groupe II | 684 397 € |
| Dépenses du groupe III | 250 093 € |
| **Total des charges brutes** | **990 890 €** |
| Produits du groupe II | 80 800 € |
| Produits du groupe III | 1 318 € |
| **Total des charges nettes** | **908 772 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **25 775 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **882 997€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen au **1er janvier 2018** est fixé à :

- SAVS 67,20 €

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise

Recettes hors Val-d'Oise :

4 usager(s) Service SAVS X 365 jours X 100,00% X 67,20€ = 98 112,00 €

98 112,00 €

Le PJG s'élève donc à 882 997,00 € - 98 112,00 € soit, 784 885,00 €

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 67 303,00 € |
| - au 20/02/2018 | 67 303,00 € |
| - au 20/03/2018 | 67 303,00 € |
| - au 20/04/2018 | 67 303,00 € |
| - au 20/05/2018 | 67 303,00 € |
| - au 20/06/2018 | 67 303,00 € |
| Total | 403 818,00 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:

**784 885,00€ – 403 818,00€ = 381 067,00€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **381 067,00€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/07/2018 | 54 031,60 € |
| - au 20/08/2018 | 65 407,08 € |
| - au 20/09/2018 | 65 407,08 € |
| - au 20/10/2018 | 65 407,08 € |
| - au 20/11/2018 | 65 407,08 € |
| - au 20/12/2018 | 65 407,08 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 784 885,00€ soit 65 407,08€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé au **01/07/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

| | |
|---|---|
| - SAVS | 65,28 € |

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - SAVS | 67,20 € |

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8** :
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 29 JUIN 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 17

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**En l'absence d'observations** de l'association dans le délai des huit jours après réception du rapport ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « SAVS "Vivre Parmi les Autres" » situé : 9 Les Larris pourpres 95300 PONTOISE, géré par « Habiter Et Vivre Ensemble Autrement », domicilié 31 rue de Maurecourt 95280 JOUY LE MOUTIER, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 33 066 € |
| Dépenses du groupe II | 330 564 € |
| Dépenses du groupe III | 171 711 € |
| **Total des charges brutes** | **535 341 €** |
| Produits du groupe II | 103 697 € |
| Produits du groupe III | 1 120 € |
| **Total des charges nettes** | **430 524 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **430 524€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen au **1er janvier 2018** est fixé à :

- SAVS 35,88 €

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise
Recettes hors Val-d'Oise : 0,00 €

Le PJG s'élève donc à 430 524,00 € - ,00 € soit, 430 524,00 €

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 35 696,83 € |
| - au 20/02/2018 | 35 696,83 € |
| - au 20/03/2018 | 35 696,83 € |
| - au 20/04/2018 | 35 696,83 € |
| - au 20/05/2018 | 35 696,83 € |
| - au 20/06/2018 | 35 696,83 € |
| - au 20/07/2018 | 35 696,83 € |
| Total | 249 877,81 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:

**430 524,00€ – 249 877,81€ = 180 646,19€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **180 646,19€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/08/2018 | 37 138,19 € |
| - au 20/09/2018 | 35 877,00 € |
| - au 20/10/2018 | 35 877,00 € |
| - au 20/11/2018 | 35 877,00 € |
| - au 20/12/2018 | 35 877,00 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :
Le versement par douzième de 430 524,00€ soit 35 877,00€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé au **01/08/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- SAVS 36,12 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

- SAVS 35,88 €

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 19 JUIL. 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 21

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**Vu** la réponse apportée le 25 juillet 2017 à la procédure contradictoire formulée dans le courrier du 16 juillet 2018

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « Foyer Casimir CARON » situé : 31 Rue Cauchoix 95170 DEUIL LA BARRE, géré par « Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au travail », domicilié 14 rue Scandicci 93500 PANTIN, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 306 638 € |
| Dépenses du groupe II | 1 590 952 € |
| Dépenses du groupe III | 346 682 € |
| **Total des charges brutes** | **2 244 272 €** |
| Produits du groupe II | 125 217 € |
| Produits du groupe III | 339 € |
| **Total des charges nettes** | **2 118 716 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **2 118 716€.**
En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen **(allocations logements déduites)** au **1er janvier 2018** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Hébergement Complet | 210,55 € |
| - Hébergement simple | 140,37 € |
| - Hébergement simple+Accueil jour temps partiel | 210,55 € |
| - Hébergement simple place temporaire | 140,37 € |

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise
Recettes hors Val-d'Oise :

| | |
|---|---|
| 1 usager(s) Hébergement complet X 365 jours X 95,75% X 210,55€ = | 73 584,59 € |
| 3 usager(s) Hébergement simple X 365 jours X 82,39% X 140,37€ = | 126 637,67 € |
| | 200 222,26 € |
| Le PJG s'élève donc à 2 118 716,00 € - 200 222,26 € soit, | 1 918 493,74 € |

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 155 235,83 € |
| - au 20/02/2018 | 155 235,83 € |
| - au 20/03/2018 | 155 235,83 € |
| - au 20/04/2018 | 155 235,83 € |
| - au 20/05/2018 | 155 235,83 € |
| - au 20/06/2018 | 155 235,83 € |
| - au 20/07/2018 | 155 235,83 € |
| Total | 1 086 650,81 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:
**1 918 493,74€ – 1 086 650,81€ = 831 842,93€**
Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **831 842,93€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/08/2018 | 192 345,01 € |
| - au 20/09/2018 | 159 874,48 € |
| - au 20/10/2018 | 159 874,48 € |
| - au 20/11/2018 | 159 874,48 € |
| - au 20/12/2018 | 159 874,48 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :
Le versement par douzième de 1 918 493,74€ soit 159 874,48€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** au **01/08/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Hébergement Complet | 219,02 € |
| - Hébergement simple | 146,01 € |
| - Hébergement simple+Accueil jour temps partiel | 219,02 € |
| - Hébergement simple place temporaire | 146,01 € |

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

| | |
|---|---|
| - Hébergement Complet | 210,55 € |
| - Hébergement simple | 140,37 € |
| - Hébergement simple+Accueil jour temps partiel | 210,55 € |
| - Hébergement simple place temporaire | 140,37 € |

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 26 JUIL. 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 22

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**Vu** la réponse apportée le 25 juillet 2017 à la procédure contradictoire formulée dans le courrier du 16 juillet 2018

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « FHE Deuil la Barre » situé : 37 Rue de la Gare 95170 DEUIL LA BARRE, géré par « Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au travail », domicilié 14 rue Scandicci 93500 PANTIN, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 201 760 € |
| Dépenses du groupe II | 1 815 624 € |
| Dépenses du groupe III | 417 788 € |
| **Total des charges brutes** | **2 435 172 €** |
| Produits du groupe II | 119 280 € |
| Produits du groupe III | 0 € |
| **Total des charges nettes** | **2 315 892 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **2 315 892€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen **(allocations logements déduites)** au **1er janvier 2018** est fixé à :

- Hébergement simple 130,55 €

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise
Recettes hors Val-d'Oise :

10 usager(s) Hébergement simple X 365 jours X 83,79% X 130,55€ = 399 265,63 €

399 265,63 €

Le PJG s'élève donc à 2 315 892,00 € - 399 265,63 € soit, 1 916 626,37 €

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 156 977,03 € |
| - au 20/02/2018 | 156 977,03 € |
| - au 20/03/2018 | 156 977,03 € |
| - au 20/04/2018 | 156 977,03 € |
| - au 20/05/2018 | 156 977,03 € |
| - au 20/06/2018 | 156 977,03 € |
| - au 20/07/2018 | 156 977,03 € |
| Total | 1 098 839,21 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:
**1 916 626,37€ – 1 098 839,21€ = 817 787,16€**

Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **817 787,16€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/08/2018 | 178 911,72 € |
| - au 20/09/2018 | 159 718,86 € |
| - au 20/10/2018 | 159 718,86 € |
| - au 20/11/2018 | 159 718,86 € |
| - au 20/12/2018 | 159 718,86 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 1 916 626,37€ soit 159 718,86€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** au **01/08/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- Hébergement simple 129,87 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

- Hébergement simple 130,55 €

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 26 JUIL. 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

val d'oise
le département

LA PRESIDENTE
DOMS-SPHAF
N° 2018 – 23

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE**

**VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment le livre III relatif aux établissements et services et plus particulièrement le chapitre IV du titre 1er, qui stipule les dispositions financières et le titre V relatif au contentieux de la tarification ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° 0-01 en date du 20 octobre 2017 confiant la présidence du Conseil départemental à Mme Marie-Christine CAVECCHI;

**VU** l'arrêté n° 17-29 du 18 septembre 2017, donnant délégation de signature à M. Laurent SCHLERET, Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité ;

**VU** les propositions de prix de journée présentées par l'établissement en date du 31/10/2017 et les pièces justificatives annexées ;

**VU** le rapport d'orientation budgétaire pour 2018 des établissements sociaux et médico-sociaux n°3-01 adopté par l'assemblée départementale en date du 19 janvier 2018 ;

**VU** le rapport portant proposition de la directrice de l'Offre Médico-Sociale ;

**Vu** la réponse apportée le 25 juillet 2017 à la procédure contradictoire formulée dans le courrier du 16 juillet 2018

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Le budget prévisionnel de l'exercice 2018 applicable aux bénéficiaires admis au titre de l'aide sociale et à titre payant au « SAVS Soisy/Montmorency » situé : 42 Rue de Montmorency 95230 SOISY SOUS MONTMORENCY, géré par « Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au travail », domicilié 14 rue Scandicci 93500 PANTIN, est autorisé comme suit :

| | |
|---|---|
| Dépenses du groupe I | 43 019 € |
| Dépenses du groupe II | 490 067 € |
| Dépenses du groupe III | 179 758 € |
| **Total des charges brutes** | **712 844 €** |
| Produits du groupe II | 59 100 € |
| Produits du groupe III | 7 424 € |
| **Total des charges nettes** | **646 320 €** |
| **Reprise de résultat excédentaire** | **0 €** |

La dotation globale de financement est arrêtée à **646 320€.**

En application de l'article R. 314-37 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, le budget exécutoire doit être transmis à l'autorité de tarification.

**ARTICLE 2 :**
Le prix de journée moyen au **1er janvier 2018** est fixé à :

- SAVS 31,73 €

**ARTICLE 3 :**
L'association devra produire mensuellement un état nominatif des résidants dont la prise en charge est financée par le Département.

**ARTICLE 4 :**
PJG = DGF – recettes hors Val-d'Oise
Recettes hors Val-d'Oise :

| | |
|---|---|
| 1 usager(s) Service SAVS X 365 jours X 90,00% X 31,73€ = | 10 423,31 € |
| | 10 423,31 € |
| Le PJG s'élève donc à 646 320,00 € - 10 423,31 € soit, | 635 896,69 € |

Versements effectués en 2018 selon la tarification de l'exercice : 2017

| | |
|---|---|
| - au 20/01/2018 | 55 754,22 € |
| - au 20/02/2018 | 55 754,22 € |
| - au 20/03/2018 | 55 754,22 € |
| - au 20/04/2018 | 55 754,22 € |
| - au 20/05/2018 | 55 754,22 € |
| - au 20/06/2018 | 55 754,22 € |
| - au 20/07/2018 | 55 754,22 € |
| Total | 390 279,54 € |

A verser : PJG – versements effectués en 2018 sur base tarif 2017:
**635 896,69€ – 390 279,54€ = 245 617,15€**
Le montant restant à verser au titre de la tarification 2018 est donc de : **245 617,15€**

Ce montant sera versé par douzième mensuel conformément aux articles R 314-115 et 116 du CASF soit un règlement selon l'échéancier suivant :

| | |
|---|---|
| - au 20/08/2018 | 33 651,59 € |
| - au 20/09/2018 | 52 991,39 € |
| - au 20/10/2018 | 52 991,39 € |
| - au 20/11/2018 | 52 991,39 € |
| - au 20/12/2018 | 52 991,39 € |

**ARTICLE 5 :**
En l'absence de nouvel arrêté déterminant la tarification au titre de l'exercice 2019, le Département du Val d'Oise versera une dotation de prix de journée globalisé sur la base du prix de journée globalisé 2018, dans les conditions suivantes :

Le versement par douzième de 635 896,69€ soit 52 991,39€ à partir de janvier 2019.

**ARTICLE 6 :**
Le prix de journée facturé au **01/08/2018**, calculé selon les modalités de l'article R 314-35 du code de l'action sociale et des familles, est fixé à :

- SAVS 27,64 €

Dans l'attente de l'arrêté de tarification **2019**, le prix de journée facturé **(allocations logements déduites)** à compter du **1er janvier 2019** est fixé à :

- SAVS 31,73 €

**ARTICLE 7 :**
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale : 58-62, rue de Mouzaïa - 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8 :**
Le directeur général des services du département, le payeur départemental, le directeur de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le 26 JUIL. 2018
Pour le Président et par délégation,

Laurent SCHLERET
Directeur Général Adjoint Chargé de la Solidarité

Ce recueil ne contient pas la totalité des actes du Département.
L'intégralité des délibérations du Conseil départemental et
de la Commission Permanente
peut être consultée
à l'Accueil principal du Conseil départemental
Bâtiment A
2 avenue du parc
CS 20201
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

**POUR COPIE CONFORME AUX ORIGINAUX DEPOSES**
**AU BUREAU DU COURRIER DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

Pour le Président,
Le Directeur Général
des Services du Département

GUY KAUFFMANN

IMPRIMERIE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE